

## L'identité européenne à l'épreuve du Brexit

*Intervention Philippe Herzog*

Vous avez souligné le fait que le think tank Confrontations Europe existe depuis 25 ans, j'ajouterais que je l'ai fondé avec Michel Rocard ; et j'ai aujourd'hui une pensée pour lui, car Michel Rocard était un très grand Européen. Cela dit, nous avons eu un désaccord, à propos du Brexit. Il souhaitait le départ des Anglais. Pour ma part, je crois que le Brexit est le premier élément significatif du risque de décomposition de l'Union, dont la portée est mondiale. La faute aux dirigeants qui lancent un référendum sur le mode d'un choix binaire, entre la sortie ou un *statu quo* du fonctionnement et des fondations de l'Union. Face au choix de la sortie, le choix de l'engagement pour une refondation de l'Union eut été le seul constructif. Pendant la campagne de ce référendum, les arguments utilitaristes des Remain n'ont pas été entendus : pour les Britanniques c'était surtout une question d'identité, et les arguments économiques n'étaient pas décisifs. Mais nous sommes tous responsables du retard à soulever les enjeux de la refondation. Les citoyens européens ont aujourd'hui besoin de s'exprimer, de définir leur identité, d'identifier à nouveau quel rapport ils ont à l'Europe et au monde. Cela fait soixante ans que la Communauté a été créée, des générations ont passé, et nous sommes à présent au 21<sup>ème</sup> siècle. Or nos dirigeants politiques, à qui nous confions notre sort, ne donnent rien qui ressemble à un nouveau départ.

Les deux sujets majeurs de la campagne britannique ont été l'immigration et la souveraineté, c'est-à-dire : « qui sommes-nous ? Comment nous définir par rapport aux autres ? Comment garder le contrôle de notre destin ? ». Ces questions, toutes les populations européennes se les posent, et je crains que troubles d'identité et d'adhésion soient aussi profonds dans les autres pays, on le voit en France où l'allergie à l'immigration et la tentation du repli souverain sont d'actualité. Nos dirigeants se contentent de faire appel à la cohésion autour des valeurs nationales. Mais où sont les valeurs de l'euroanéité ? Il faudrait ouvrir le grand chantier de l'acquisition d'une citoyenneté européenne.

Le problème se pose donc partout, et je crains que les choses ne soient pas plus faciles après la sortie des Anglais. La question de la refondation risque de ne pas être posée lors des prochaines élections nationales. Churchill a dit un jour : « this pudding lacks a theme » ; cette citation reflète le manque actuel de perspectives en Europe. Il faut ouvrir une nouvelle perspective, qui ne découle pas d'une rencontre intergouvernementale franco-allemande, mais se construit à la base, par le dialogue et la mise en mouvement de la société civile européenne. Je ne vois pas actuellement surgir de tels mouvements, alors même qu'ils ont su exister dans le passé. Mais la prise de conscience chemine. Face à ce diagnostic, je soulèverai trois points :

Il faut tout d'abord renouveler l'élan d'après-guerre dans un tout autre contexte. On a mobilisé des valeurs de pardon et de promesse pour vivre libres et en paix. Il faut désormais alors investir les solidarités autour de valeurs renouvelées et pour construire des biens communs européens et mondiaux. Notre modèle social se délite, le chômage devient massif, l'éducation et l'emploi ne sont pas des compétences majeures de l'Union, les questions de la sécurité et de la mobilité changent de nature... Tous ces sujets doivent devenir prééminents dans l'Union du 21<sup>ème</sup> siècle, pour que les citoyens puissent enfin s'identifier à elle. Et ceci suppose un nouveau régime de croissance, une nouvelle compétitivité de l'Europe par rapport au reste du monde. L'Union doit obtenir la compétence partagée sur ces domaines, pour jouer pleinement son rôle de stimulant, pour soutenir la créativité et le développement des compétences des citoyens européens.

Deuxième point, nous ne pouvons pas renouveler l'idéal des « Etats-Unis d'Europe » en tentant d'imiter le modèle américain. Les Européens ne veulent pas former une Nation, par contre la génération actuelle doit donc œuvrer à rapprocher nos Nations autour d'un destin commun mais avec une architecture politique différente de celle des Etats-Unis d'Amérique. Il faut prendre acte de la diversité dans laquelle est *de facto* bâtie l'Union européenne, à travers l'UE28, l'Eurozone, l'espace Schengen... et se demander quelle solidarité nous acceptons de bâtir aujourd'hui autour des valeurs et des biens communs. La question se pose d'une architecture en cercles :

les pays de l'Eurozone doivent évidemment se consolider en se dotant de capacités budgétaires. Mais ils ne doivent pas pour autant former un « noyau dur » qui rejeterait les périphéries et oublierait la promesse de réunification. Je désapprouve pour cette raison ceux qui parlent d'une union politique réservée à l'Eurozone, et je suis pour une Union politique différenciée. L'UE27 doit en effet dépasser le seul statut de marché commun, et intégrer les questions de la sécurité, de la mobilité, de la défense européennes. Enfin, les pays voisins de l'UE, qui ont une vie et une histoire européennes, comme la Russie ou la Turquie, doivent acquérir le statut d'« Etats associés » de l'Union, et être associés en profondeur à certaines dispositions communes, comme la sécurité ou l'immigration. Dans la négociation du Brexit le Royaume-Uni doit pouvoir devenir un Etat associé, bien entendu sans avoir à décider des choix politiques des autres quand il n'y adhère plus. Tout ceci désigne une perspective nouvelle de Confédération européenne.

Le troisième point, tout recommence par la culture. Et la culture sous-tend l'identité. Chaque société a besoin d'identifier à nouveau son européanité. Dans cet esprit, bâtir une communauté de l'éducation devient une question centrale. Les récits nationaux sont différents, et il faut partager les Histoires en organisant des échanges systématiques de maîtres et d'élèves entre pays. Et l'éducation ne se résume pas à l'excellence, il ne faut pas se limiter à Erasmus, mais développer l'apprentissage pour tous. D'autre part, une identité d'entreprises européennes évoluant sur un marché où la coopération industrielle s'installe, et non pas la concurrence exacerbée, doit être bâtie. Donc une Communauté de l'éducation, du travail et de la création.

Une « souveraineté » ne se ressaisit que sur un territoire, et le territoire pertinent aujourd'hui pour la sécurité et l'économie, c'est l'Europe. L'identité se construit donc aussi par des réponses à la question des frontières. Ces frontières doivent devenir « des passerelles et des ponts », selon l'expression du Pape François 1<sup>er</sup>. Et à l'intérieur du territoire commun, l'espace doit être ouvert à tous. Or, que signifient les opportunités du grand marché pour des masses de citoyens non qualifiés ou de PME ? Rien. Si les réseaux ne sont pas bâtis, si les possibilités d'accéder vraiment à toutes les opportunités de cet espace ne sont pas créées, ils ne peuvent pas s'identifier. Et puis enfin, il faut bâtir un « espace public transnational » – pour reprendre un thème cher à Jürgen Habermas –, qui permette la participation de tous les citoyens, avec une synchronisation des élections nationales et européennes, la formation de partis et mouvements plurinationaux. Les citoyens doivent participer tous les jours, et pas seulement aux élections, entrevoir une européanité, pouvoir dialoguer dans un débat public sur le futur !

D'ores et déjà, le débat de la refondation devrait s'ouvrir en grand, en posant d'abord la question de ce que nous voulons faire ensemble. Ne confions pas notre débat public aux préfets et autres instruments de l'Etat, comme c'est l'habitude de la République française ! La culture de la démocratie que nous devons mobiliser n'est pas celle de la représentation. Bien sûr il faut une représentation. Mais le cœur du problème, c'est la participation. Les citoyens n'ont pas participé ; ce sont les élites qui ont bâti l'Europe. Mais aujourd'hui où sont les élites politiques ? Et sans la participation du plus grand nombre, le projet européen est voué à l'échec ! Les dirigeants doivent s'ouvrir à l'impératif de la participation des peuples, au lieu d'invoquer des suffrages nationaux comme instrument de pression lors des sommets européens – même si pour autant il est important qu'il y ait des sommets entre chefs d'Etat. Voilà ce que je voulais vous dire, de façon provocatrice et constructive.